

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

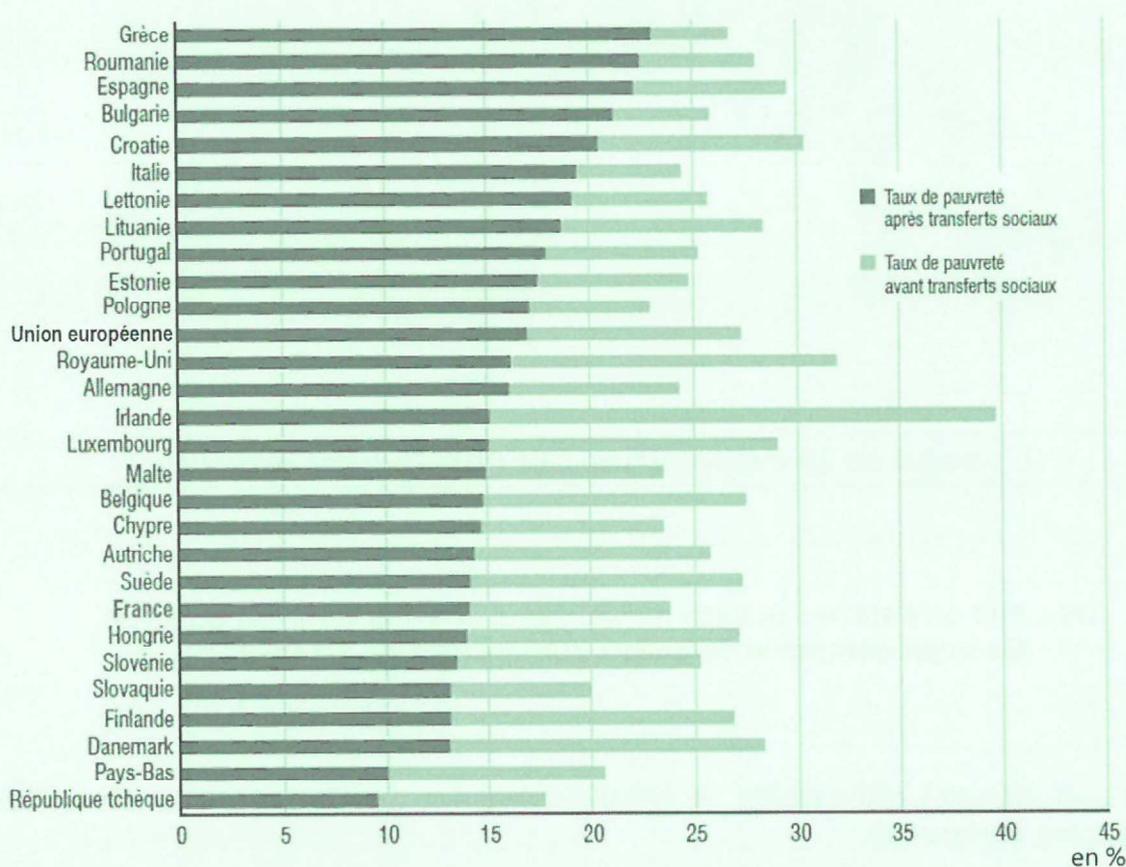
SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

La protection sociale est-elle efficace pour réduire les inégalités ?

DOCUMENT 1

Taux de pauvreté¹ avant et après transferts sociaux² en 2011



Source : INSEE, 2014.

1. Taux de pauvreté : part des individus, en %, vivant avec un revenu inférieur à 60% du revenu médian de la population.
2. Transferts sociaux : prestations sociales.

DOCUMENT 2

Montants moyens des prélèvements et prestations en 2013 (en euros par unité de consommation¹)

	1 ^{er} décile	Quintiles de niveau de vie avant redistribution					10 ^{ème} décile	Ensemble
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}		
Revenu avant redistribution	3 730	6 920	15 480	21 520	28 960	57 080	75 330	25 990
Prélèvements	- 160	- 340	- 1 070	- 2 170	- 3 690	- 11 550	- 17 220	- 3 750
Cotisations sociales	- 200	- 380	- 890	- 1 460	- 2 150	- 4 630	- 6 280	- 1 900
Impôts directs	40	40	- 180	- 710	- 1 540	- 6 920	- 10 940	- 1 860
Prestations	6 280	4 520	1 260	730	500	340	340	1 470
Prestations familiales	1 880	1 590	810	590	430	290	290	740
Aides au logement	1 950	1 420	230	50	20	20	10	350
Minima sociaux et RSA ² activité	2 450	1 510	220	90	40	30	30	380
Revenu disponible	9 850	11 100	15 670	20 080	25 760	45 860	58 440	23 700

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Lecture : en 2013, les 20% de personnes les plus aisées (5^{ème} quintile) ont acquitté en moyenne 6 920 € d'impôts directs par unité de consommation.

Source : « Revenus, niveaux de vie - fiches thématiques », INSEE, 2014.

1. Mode de calcul permettant de tenir compte de la taille des ménages.
2. Le revenu de solidarité active (RSA) assure aux personnes sans ressources ou disposant de faibles ressources un niveau minimum de revenu, variable selon la composition du foyer.

DOCUMENT 3

Pourcentage d'enfants ayant eu recours à un dentiste dans les 12 derniers mois

Catégorie socioprofessionnelle de la mère	Indépendant	73
	Cadre	79
	Profession intermédiaire	76
	Employé	69
	Ouvrier	60
	Sans activité	63
	Non renseignée	65
Type de ménage	Couple avec enfants	71
	Famille monoparentale	65
	Autre situation	57
Lieu de résidence	France métropolitaine	70
	DOM ¹	46
Couverture médicale	CMU-C ²	60
	Une mutuelle ³	71

Champ : France, enfants de 5 à 15 ans.

Source : DREES, juillet 2013.

1. DOM : Départements d'outre-mer
2. CMU-C : La CMU complémentaire est une complémentaire santé gratuite qui prend en charge ce qui n'est pas couvert par les régimes d'assurance maladie obligatoire. Elle permet de bénéficier d'une prise en charge à 100 % des dépenses de santé, sans avoir à faire l'avance de frais. La CMU-C est accordée pour un an sous condition de ressources.
3. Une mutuelle a pour but de garantir une couverture santé complémentaire à ses adhérents en mettant en commun leurs cotisations.

DOCUMENT 4

Retraites par catégorie socioprofessionnelle

	Durée de retraite en 2008 en années¹	Retraite moyenne par mois en 2010 en euros	Espérance de montant total de retraite en euros²
Cadres	25,0	2 890	866 286
Professions intermédiaires	25,4	2 067	629 250
Indépendants	23,0	2 088	577 209
Employés	25,5	1 617	495 282
Agriculteurs	22,7	1 543	419 459
Ouvriers	21,1	1 423	359 753

Source : Observatoire des inégalités, 2010.

1. Temps moyen de retraite dont les retraités peuvent espérer profiter (compte tenu des différences d'espérance de vie).
2. Montant total des pensions de retraite que les retraités peuvent espérer toucher, compte tenu des différences de temps passé à la retraite ainsi que des différences de montants de retraite.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

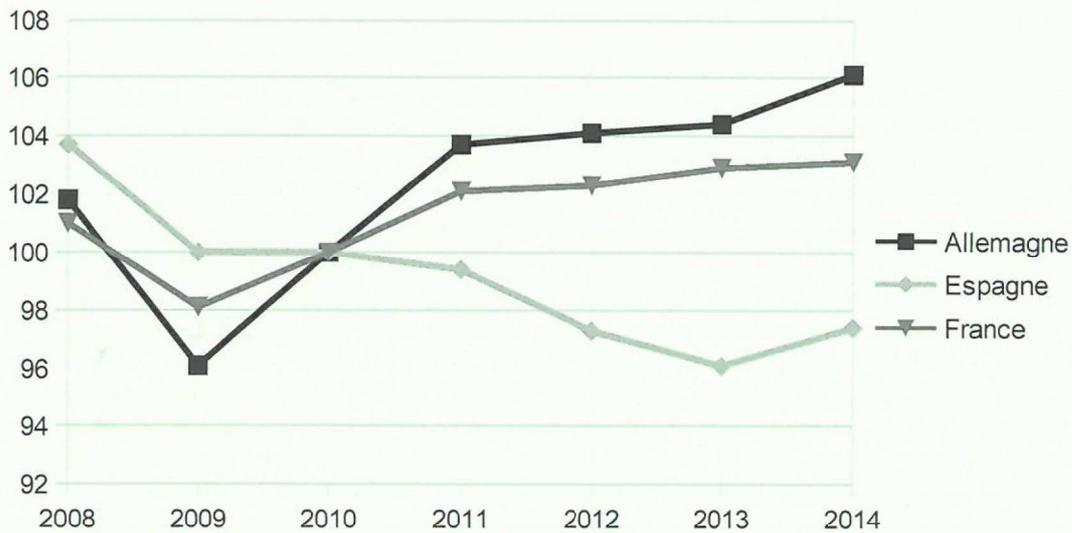
1. Montrez que l'avantage comparatif est un déterminant de la spécialisation des économies. (3 points)

2. Présentez la théorie des classes sociales selon Karl Marx. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document, puis vous comparerez l'évolution du PIB en volume de l'Allemagne, de la France et de l'Espagne entre 2008 et 2014.

**PIB en volume en Allemagne, en France et en Espagne
(en indice base 100 pour l'année 2010)**



Source : d'après Eurostat, 2015.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les institutions et les droits de propriété jouent un rôle dans la croissance économique.

DOCUMENT 1

Un grand nombre d'études économiques réalisées ces dernières années suggèrent que les institutions sont vitales pour le développement et la croissance économiques. Se fondant sur le PIB par habitant comme mesure du développement économique, les économistes constatent en général que les écarts internationaux (les revenus annuels par habitant allant d'une centaine de dollars seulement dans certaines régions subsahariennes à plus de 40 000 dollars dans certaines économies avancées) sont étroitement liés à des différences dans la qualité des institutions. Une étude du FMI* fait le point sur les récents travaux consacrés à l'influence des institutions sur trois dimensions des résultats économiques (niveau de développement, croissance et instabilité de la croissance). [...]

Selon l'étude, les institutions ont un effet statistiquement significatif sur les résultats économiques : elles accroissent [...] le PIB par habitant, et ce, peu importe que la qualité des institutions soit mesurée à l'aide d'indicateurs globaux [...] ou plus spécifiques (tels que le degré de protection des droits de propriété ou d'application de l'état de droit). [...]

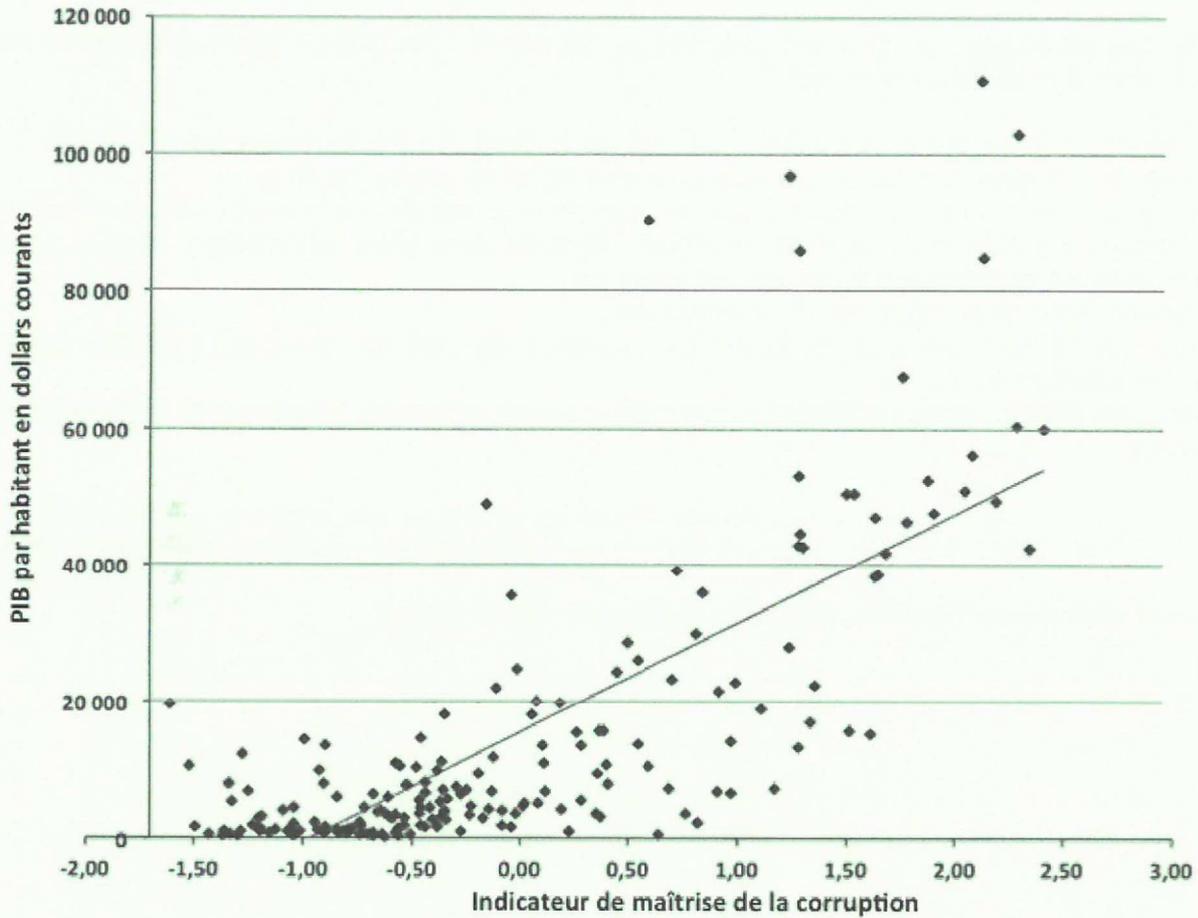
Il apparaît donc que les pays en développement pourraient sensiblement améliorer leurs résultats économiques en renforçant leurs institutions. Par exemple, [...] si la qualité moyenne des institutions en Afrique subsaharienne rattrapait celle des pays asiatiques en développement, le revenu par habitant de la région s'élèverait de 80 %, passant d'environ 800 dollars à plus de 1 400 dollars. [...] Le revenu régional serait multiplié par 2,5 si le renforcement des institutions permettait d'aligner leur qualité sur la moyenne de tous les pays étudiés ; les gains seraient nettement supérieurs si leur qualité atteignait celle observée dans les économies avancées.

Source : « Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit ? », Hali EDISON, *Finances et Développement*, FMI, juin 2003.

* FMI : Fonds Monétaire International.

DOCUMENT 2

PIB par habitant et maîtrise de la corruption en 2013



Source : Banque mondiale, 2015.

Notes :

- Chaque point représente un pays.
- L'indicateur de maîtrise de la corruption mesure la capacité d'un pays à contrôler la corruption des pouvoirs publics. Sur une échelle de -2,5 à 2,5, plus l'indicateur est élevé, plus la corruption est maîtrisée.
- Si la corrélation entre le PIB par habitant et l'indicateur de maîtrise de la corruption était parfaite, alors tous les points se situeraient sur la droite représentée sur le graphique.

DOCUMENT 3

Au sens de la propriété industrielle, le brevet protège une invention technique, c'est-à-dire un produit ou un procédé qui apporte une nouvelle solution technique à un problème technique donné.

En effet, vous ne pouvez pas protéger une idée par un brevet ! Seuls les moyens techniques mis en œuvre pour la concrétiser le seront.

[...]

- En déposant votre brevet à l'Institut national de la propriété intellectuelle, vous obtenez un monopole* d'exploitation sur le territoire pour une durée maximale de 20 ans.
- Vous êtes ainsi le seul à pouvoir l'utiliser et vous pouvez interdire toute exploitation (utilisation, fabrication, importation...) de votre invention effectuée sans votre autorisation. Vous pouvez poursuivre les contrefacteurs² devant les tribunaux.
- Le brevet renforce la valeur de votre entreprise [...].
- Il vous donne les moyens de conquérir de nouveaux marchés par des dépôts à l'étranger et des concessions de licence.
- Grâce au brevet, vous rentabilisez une partie de la recherche effectuée et générez des revenus.

Source : Brochure « Protéger ses créations », Institut national de la propriété industrielle (INPI), mars 2013.

* Personnes qui exploitent une invention sans l'autorisation de l'inventeur.